

LIBYE

Syrte et Bani Walid, bastions loyalistes, résistent

Les forces du nouveau régime libyen sont entrées à nouveau hier à Bani Walid et maintenaient leur étau sur Syrte, deux bastions loyalistes où des fils de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi pourraient s'être retranchés.

Malgré les avancées des anti-Kadhafi sur le terrain, l'incertitude demeure sur le plan politique. L'annonce d'un nouveau gouvernement de transition a été reportée sine die dimanche soir, les nouveaux dirigeants n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur sa composition.

La France, en pointe depuis des mois dans le soutien au Conseil national de

transition (CNT) libyen, a minimisé hier la portée de ce retard.

«Il est naturel et légitime que la formation d'un gouvernement pleinement représentatif en Libye prenne du temps», a déclaré Romain Nadal, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. C'est «un exercice difficile dans

un pays qui a connu près de 42 ans de dictature», a-t-il insisté, ajoutant que Paris continuait d'inciter le CNT «à nommer, aussi vite que possible, un gouvernement représentatif et opérationnel».

Reconnu par l'ONU comme représentant du peuple libyen, le CNT avait annoncé début septembre qu'il comptait diriger le pays jusqu'à l'élection d'une Assemblée constituante, avant des élections générales un an plus tard.

Mais les nouvelles autorités doivent d'abord s'assurer le contrôle de l'ensemble du territoire libyen. Le porte-parole de l'ancien régime, Moussa Ibrahim, a ainsi affirmé que les troupes loyales avaient remporté d'importantes victoires ces derniers jours à Bani Walid et à Syrte.

A Bani Walid, à 170 km au sud-est de la capitale, de violents combats opposaient hier les forces du CNT aux partisans de Kadhafi, a annoncé Abdallah

Kenchil, un responsable local des nouvelles autorités.

«Les révolutionnaires sont entrés ce matin à Bani Walid et livrent une rude bataille», a-t-il déclaré à l'AFP, assurant cependant que la libération de cette vaste oasis au relief accidenté serait terminée «dans les deux prochains jours».

Selon lui, les combattants qui défendent la ville sont «des mercenaires du Tchad, du Niger et du Togo, d'après les corps récupérés». Des négociations sont par ailleurs en cours pour permettre aux civils, estimés selon lui à près



Photo : DR

de 50 000, de quitter la ville.

M. Kenchil a aussi répété que Seif al-Islam, un des fils du colonel Kadhafi, avait été vu à Bani Walid et que l'ancien «Guide» lui-même pourrait également s'y trouver. Mais le sort de Mouammar Kadhafi et de ses fils, dont

trois sont réfugiés en Algérie ou au Niger et deux seraient morts, a déjà donné lieu à de nombreuses rumeurs.

Samedi, un avion cargo militaire turc a essuyé des tirs de DCA alors qu'il effectuait un parachutage d'aide humanitaire à Bani Walid, a rapporté hier l'agence de presse Anatolie, sans que l'on sache encore si les tirs provenaient de pro ou d'anti-Kadhafi.

A Syrte, à 360 km à l'est de Tripoli, les pro-CNT cherchaient surtout à consolider leurs positions et à dégager les principales artères pour laisser partir les civils.

Des dizaines de familles ont fui hier cette ville de 130 000 habi-

tants, selon une journaliste de l'AFP. «Les forces de Kadhafi tirent sur nous à l'artillerie lourde, devant et entre nos maisons», a expliqué Tarek Mohammed, un habitant d'un quartier côtier, en quittant la ville avec sa femme et sa fille.

Selon un porte-parole militaire du CNT, les combats se concentraient autour du complexe de Ouagadougou, où le colonel Kadhafi tenait des sommets panafricains, qui semble devenu la nouvelle base de la célèbre 32^e Brigade.

Les combattants estiment que cette unité d'élite commandée par Khamis Kadhafi, un fils du dirigeant déchu dont les pro-CNT ont déjà annoncé la mort à plusieurs reprises, a été reprise par son frère Mouatassim, médecin et militaire de carrière.

«Nous savons par des conversations radio que Mouatassim est là-bas» et qu'il commande la 32^e

Brigade, a assuré le porte-parole militaire.

Sur le front est de la ville, les combattants ont progressé le long de la route côtière et se trouvaient à une quarantaine de kilomètres de Syrte.

D'importants échanges d'artillerie lourde ont éclaté hier à la mi-journée,

selon un journaliste de l'AFP près de la ligne de front.

«Nos combattants sont déployés et l'idée est d'avancer lentement mais

sûrement», a expliqué le commandant pro-CNT Abdel Moustafa.

L'Otan a annoncé dans son communiqué quotidien avoir mené dimanche des raids sur Syrte et sur Waddan, l'une des trois villes de l'oasis de Jofra (200 km au sud de Syrte), qui selon des commandants pro-CNT recèle de nombreuses caches d'armes.

Le chef de la diplomatie turque prône un «axe de démocratie» avec l'Égypte

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a prévu que son pays formera une alliance avec la nouvelle Égypte, créant ainsi un nouvel «axe de démocratie» au Moyen-Orient, dans une interview publiée hier par le *New York Times*.

«C'est ce que nous voulons», affirme le ministre des Affaires étrangères. «Ce ne sera pas un axe contre un autre pays quel qu'il soit, ni Israël, ni l'Iran, ni aucun autre pays, mais ce sera un axe de démocratie, de réelle démocratie», a-t-il expliqué.

«Ce sera un axe de démocratie entre les deux plus grandes nations de notre

région, du nord au sud, de la mer Noire jusqu'à la vallée du Nil au Soudan», a-t-il ajouté.

M. Davutoglu a également prédit que les investissements de la Turquie en Égypte passeront de 1,5 à 5 milliards de dollars dans les deux prochaines années et que les échanges commerciaux augmenteront de 3,5 à 5 milliards de dollars avant la fin 2012 et atteindront 10 milliards en 2015, a indiqué le *New York Times*.

«Pour la démocratie, nous avons besoin d'une économie forte», a-t-il affirmé. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a visité la semaine dernière la Tunisie, l'Égypte et la Libye, en compagnie de son ministre des Affaires étrangères et d'une délégation de 280 hommes d'affaires. Selon le quotidien, M. Davutoglu a indiqué que des contrats pour un montant total d'un milliard de dollars ont été signés en un seul jour avec l'Égypte.

SYRIE

Déploiement des forces de l'ordre à Deraa

Les forces de l'ordre sont déployées en nombre hier dans la ville de Daël dans le gouvernorat de Deraa et des manifestations nocturnes appelant à la chute du régime du président Bachar al-Assad ont eu lieu dans plusieurs villes syriennes, ont rapporté des militants.

«Plus de 30 cars transportant des membres des forces de l'ordre sont entrés dimanche soir à Daël où ils ont procédé à l'arrestation de 45 personnes», selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Par ailleurs, un jeune homme de 26 ans est décédé hier à Irbin, dans la province de Damas, des suites de blessures subies

dimanche lors de funérailles. Il avait été touché par les tirs des forces de sécurité.

Des manifestations anti-régime ont eu lieu, notamment dans plusieurs quartiers de Homs (centre) et dans les villes voisines de Qousseir et Talbisseh où les agents de la sécurité ont ouvert le feu sur des centaines de manifestants, selon la même

source. Les forces de l'ordre ont procédé, en outre, à un grand nombre d'arrestations

dans la province d'Alep, deuxième ville de Syrie, à Deir Ezzor (est), et dans les villes côtières de Lattaquié et Banias.

Les autorités syriennes poursuivent leurs répression brutale de la révolte qui secoue la Syrie depuis le 15 mars, au moment où l'opposition syrienne cherche à s'organiser pour obtenir la chute du régime.

«Il faut mettre fin au régime tyrannique sécuritaire. Il faut renverser la tyrannie et (les agents

de) la sécurité. Nous accueillons tous ceux qui n'ont pas de sang sur les mains», a déclaré dimanche Hassan Abdel Azim, l'un des responsables de l'opposition, lors d'une conférence de presse à Damas.

Entretemps, le président Assad recevait à Damas une délégation de parlementaires russes qui tente d'ouvrir des négociations entre le pouvoir et l'opposition.

Selon l'ONU, 2 600 personnes, en majorité des civils, ont été tuées dans la répression depuis le 15 mars.

CRISE YÉMÉNITE

Le roi d'Arabie saoudite reçoit le président Saleh

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a reçu hier le président yéménite Ali Abdallah Saleh, en convalescence à Ryad, pour un entretien sur la crise au Yémen, où un regain de violences a fait des dizaines de morts depuis dimanche, selon l'agence officielle Spa.

Au cours de la rencontre, la première depuis l'hospitalisation de M. Saleh le 4 juin à Ryad au lendemain d'une attaque contre son palais à Sanaa, le roi Abdallah a souhaité que les Yéménites parviennent à «surmonter la

crise» dans leur pays. Le souverain a également rappelé que le royaume saoudien «soutient un Yémen unifié, sûr et stable», selon Spa.

L'entretien, auquel assistait notamment le chef des services de renseignements saoudiens, le prince Moqrin Ben Abdal Aziz, est intervenu alors que le médiateur du Golfe, Abdellatif al-Zayani, et l'émissaire de l'ONU au Yémen, Jamal Benomar, sont arrivés à Sanaa pour tenter, selon un diplomate occi-

dental, de contribuer à accélérer une sortie de crise dans ce pays.

La présence à Sanaa des deux médiateurs survient sur fond de flambée de violences au Yémen où la répression des manifestants réclamant le départ du président a fait près de 50 morts depuis dimanche.

Un large mouvement de contestation réclame depuis fin janvier le départ de

M. Saleh, au pouvoir depuis 1978, accusé de corruption et de népotisme.